

Taxer pour empêcher de boire trop d'alcool ?

Le contexte

L'Écosse a introduit mardi la notion de prix minimum de l'alcool pour lutter contre sa consommation excessive. Le prix tient à la fois compte du degré d'alcool et du volume du produit. La mesure fixe à 57 cents d'euro l'unité d'alcool. Une première mondiale prometteuse ?

Oui

■ Faire en sorte que l'alcool ne soit pas trop bon marché permettra de freiner son accès aux jeunes ainsi qu'aux populations à risques. Sa consommation est risquée pour notre santé. Les bénéfices issus de la mesure pourraient servir à la prévention.

Amine Benyamina

Président
de la Fédération française
d'addictologie.

Vous êtes l'un des signataires d'un texte qui demande l'instauration d'un prix minimum sur l'alcool en France, comme en Écosse. Pourquoi faudrait-il mettre en place la mesure ?

Elle permettrait de freiner l'accès de l'alcool aux personnes vulnérables comme les jeunes, par exemple. On sait très bien qu'ils ont accès à un alcool de mauvaise qualité qui est parfois moins cher que l'eau minérale. De plus, ils doivent souvent faire attention à leurs dépenses. Ensuite, la mise en place de ce plan permettrait de dégager quelques revenus afin de prendre en charge des personnes qui souffrent d'alcoolisme et financer la prévention qui leur est destinée. Ce prix minimum viserait également à mettre en place un plan de communication efficace qui demande des moyens.

Avec les bénéfices qui découleraient de la mesure, nous voudrions aussi combattre les fake-news qui sont distillées par des officines pseudo-scientifiques et qui viennent remettre en question les études scientifiques et objectives qui démontrent les méfaits de la surconsommation d'alcool.

Les scientifiques et médecins qui ont signé le texte ainsi que moi-même souhaiterions faire

disparaître ce produit de la publicité dans les espaces fréquentés par les jeunes et limiter sa pollution dans l'espace public et sur Internet. Ensuite, nous sommes d'avis qu'il faudrait afficher distinctement les divers composants des boissons alcoolisées sur leurs supports. Une mesure dont les lobbys ne veulent pas entendre parler.

Pour résumer, ces mesures sont assez simples à mettre en place. Attention, l'idée n'est pas de prohiber l'alcool mais de permettre de fournir une information sur ses effets, en particulier aux populations à risques. Ces données sont généralement stoppées ainsi que biaisées par les lobbys.

Qu'entendez-vous par "populations à risques" ? Ce plan viserait-il donc particulièrement les personnes aux revenus inférieurs à la moyenne ?

Peut-être, oui. Mais en même temps, fixer un prix minimum sur l'alcool permettrait de toucher l'ensemble de la population. En France, on fait face à un paradoxe : les alcools forts sont extrêmement taxés alors que le vin ne l'est presque pas. Ce n'est pas normal.

Quels sont les effets de sa surconsommation sur

la santé ?

On le sait très bien. L'alcool est à l'origine d'un nombre très important de maladies graves comme le cancer. Des liens ont très clairement été établis, particulièrement avec le cancer du sein chez la femme, sans parler du cancer du foie, ou le développement de problèmes de type cardio-vasculaires. On sait désormais que les problématiques somatiques sont proportionnelles à la quantité d'alcool consommée. Il n'y a pas de seuil, c'est-à-dire qu'une petite quantité d'alcool va quand même avoir des effets néfastes sur le corps. Un article scientifique sorti récemment a démontré que les problèmes de santé liés à l'alcool se déclenchent parfois sous des seuils très faibles.

Je répète: l'objectif n'est pas que les gens ne boivent pas. Il faut qu'ils soient au courant des effets de l'alcool et aient la liberté de s'abste-

nir ou non. Il faut donc conscientiser la population.

Le problème est que la prévention est confiée à la filière "alcool", ce qui est un non-sens absolu. C'est extrêmement dangereux et inquiétant.

Qui, d'après vous, pourrait empêcher que cette mesure soit prise ?

Il s'agit essentiellement des lobbys mais également de la frilosité des hommes et des femmes politiques qui ont peur de contrarier la filière "alcool", présente dans toutes les descriptions. En tant que président de la Fédération française d'addictologie, je suis certain qu'il est possible de mener une campagne de santé publique responsable et courageuse tout en protégeant ces producteurs.

Entretien : Louise Vanderkelen

Côté soins

"Une lutte psychologique"

Selon Catherine Hanak, chef de clinique au CHU Brugmann en addictologie,

"le fait de rendre le produit moins accessible, que ce soit pour une réduction contrôlée de la consommation d'alcool ou pour arrêter de boire définitivement, peut aider les personnes en traitement à combattre un moment de tentation. La lutte contre l'addiction est psychologique: toute confrontation facile avec l'alcool peut déclencher des envies de boire."

Les nuances

Pour Martin de Duve, directeur de l'ASBL Univers santé, la mise en place d'une telle mesure aurait des effets positifs sur la surconsommation d'alcool de mauvaise qualité. Il précise toutefois que des nuances sont à apporter. *"L'instauration d'un prix minimum sur l'alcool incitera peut-être des personnes à en produire elles-mêmes, ce qui pourrait être dangereux. Ensuite, on ne peut déterminer quels seront, à terme, les impacts d'une telle mesure. Enfin, les recettes des producteurs augmenteraient et ils pourraient investir d'autant plus dans la publicité!"*

Non

■ Augmenter le prix de l'alcool constitue une forme de "fiscalité comportementale": il s'agit pour l'Etat de renflouer ses caisses en prenant l'argument d'une réduction du coût social. Outre le risque de marché noir, rien ne dit que les populations les moins aisées bénéficient de ce genre de mesures.

Cécile Philippe

Directrice de l'institut économique Molinari.

Vous défendez l'idée qu'une augmentation des taxes sur l'alcool constitue une forme de "fiscalité comportementale". En quoi est-ce néfaste selon vous?

L'argument selon lequel le coût social est moins élevé si on augmente les taxes est erroné. Quand on prend la durée de vie d'un individu, on se rend compte que les personnes qui ont une vie "saine" vont coûter plus cher que des personnes qui malheureusement peuvent avoir une espérance de vie plus courte, que ce soit en termes de retraite ou de soins de santé.

Si on suit votre raisonnement, vous dites que quelqu'un qui est en mauvaise santé coûte moins cher à la société que quelqu'un qui est en bonne santé ?

Ce qu'on constate, c'est qu'effectivement, avoir une longue vie va être extrêmement coûteux: quand on tombe malade, si on se retrouve dans une situation de dépendance...

Même si les taxes supplémentaires sont réinjectées dans le circuit de la sécurité sociale ?

Alors il faudrait augmenter les taxes de façon absolument draconienne. C'est un phénomène complexe que de nombreux intervenants en la matière ne semblent pas comprendre: tant qu'il y a une demande de la part des consommateurs, vous ne pouvez pas éliminer facilement cette demande. Il faut que ce soit une décision des individus. Sinon, vous favorisez le marché noir. Du coup, les rentrées fiscales sont moindres. Par ailleurs, elles sont rarement réinjectées dans la sécurité sociale.

En somme, vous dites que ces mesures de fiscalité comportementale rapportent plus à l'Etat qu'aux citoyens ?

C'est certain. A priori, ce genre de mesure est censé avoir un effet "désincitatif": si vous augmentez le prix c'est pour que les gens y recourent moins. Mais pour cela, il faudrait vivre dans un monde où la demande est parfaitement élastique. Et encore, il faudrait une augmentation drastique du prix. Et c'est sans compter ce qu'on observe, par exemple, sur le marché du travail;

dès lors que vous augmentez la fiscalité, les gens travaillent au noir. Parce qu'il faut continuer de travailler, même si cela devient véritablement prohibitif. On l'a vu notamment en France, avec la refiscalisation des heures supplémentaires. L'effet a été immédiat. Toutes les heures supplémentaires sont repassées au noir.

Pourtant on a observé que des mesures prohibitives ponctuelles, par exemple sur le tabac en France, ont eu un impact sur la consommation, qui a baissé.

Peut-être, mais les derniers chiffres montrent que cela repart à la hausse. Alors qu'on a depuis 2004 une fiscalité qui a pour le coup vraiment progressé.

En Belgique, où il y a une culture particulièrement liée à l'alcool et où l'on trouve de nombreux brasseries, quel pourrait être l'impact de taxes supplémentaires ?

Là, vous aurez du marché noir. Surtout sur la bière...

Ce genre de mesure devrait pourtant avoir un impact sur les classes défavorisées, plus durement touchées par l'alcoolisme, non ?

Dans la mesure où il faut faire cesser ces comportements malsains, ce sont des choses qu'il faut discuter. Est-ce qu'on doit respecter la liberté de choix des individus... Ce type de fiscalité va en général avoir un impact sur "le consommateur responsable", celui pour qui l'alcool est un "petit" péché mignon.

Et pour ceux qui ont un problème avec l'alcool ?

Pour ceux qui sont des sujets à risque et qui ont besoin de soutien pour arrêter de boire, c'est un type de politique qui est lointaine, peu focalisée sur des cas individuels. Cela ne peut pas être efficace. Il y a un souci avec les préférences manifestées par les individus: que ce soit pour l'alcool, le tabac... On ne peut pas éradiquer cette demande d'un coup de baguette magique. Le problème est plus complexe que ça.

Entretien: Clément Boileau